

TOUS EN GRÈVE

FONCTION PUBLIQUE :

Les mesures négatives du gouvernement s'accumulent pour les fonctionnaires. Gel de la valeur du point d'indice, rétablissement de la journée de carence, 120 000 suppressions d'emplois dans la fonction publique, augmentation de 1,7 % de la contribution sociale généralisée (CSG), des mesures inacceptables pour le SNETAA-FO.

BAISSE DU POUVOIR D'ACHAT

Le point d'indice qui sert de calcul à la rémunération des agents publics ne sera pas réévalué comme prévu. Après la publication d'un rapport de la Cour des comptes préconisant une telle mesure, le gel du point d'indice prendra effet à partir de 2018. Le dégel n'aura connu qu'une courte pause en 2017 (1,2 % en deux temps). À cela s'ajoute, la retenue pour pension qui a fortement augmenté depuis 2010. Elle est passée de 7,85 % à 10,29 % du salaire brut. Au 1^{er} janvier 2018, elle sera fixée à 10,56 % puis continuera à progresser jusqu'en 2020 pour terminer à 11,10 %. La CSG passera de 7,5 % à 9,2 %. Le gouvernement prévoit un dispositif complexe pour compenser cette augmentation. Aucune garantie. Ce qui est certain, c'est que nous n'y gagnerons rien voire nous perdons encore un peu plus. En revanche, pour nos retraités, c'est une perte sèche.

DÉGRADATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Ce sont 120 000 suppressions de postes qui sont annoncées (50 000 postes non renouvelés dans la Fonction publique d'État et environ 70 000 dans la Fonction publique territoriale). Les contrats aidés sont également les grands perdants. Seulement 200 000 contrats prévus en 2018 (contre 320 000 en 2017). Cela annonce encore une nouvelle dégradation du service rendu aux usagers.

PPCR

Le gouvernement précédent avait annoncé une revalorisation des grilles indiciaires étalée sur 5 ans. Aujourd'hui, cela est remis en cause. Le ministère le repousse de 6 à 18 mois et après ? Le SNETAA-FO l'a combattu et a eu raison de s'opposer à ce protocole qui n'offrait aucune garantie pour nos rémunérations.

JOUR DE CARENCE

Le jour de carence sera rétabli dans la fonction publique, trois ans après son abrogation. Cette mesure vise à supprimer la rémunération du premier jour d'absence pour maladie des fonctionnaires. Cela va créer une inégalité supplémentaire entre les agents du public et les salariés du privé, qui bénéficient d'accords collectifs pour la couverture financière de cette journée.

Au final, au prétexte de réduire la dépense publique, ce sont nos statuts, notre pouvoir d'achat, nos retraites, nos conditions de travail qui sont attaqués.

Décidément, quels que soient les gouvernements successifs, ils appliquent tous les mêmes méthodes, à savoir utiliser les fonctionnaires et le Service public comme variable d'ajustement.

Le **SNETAA-FO** exige des négociations salariales pour une véritable reconnaissance de l'engagement au quotidien de tous les fonctionnaires, une augmentation du point d'indice immédiate de 16 % pour compenser la perte de pouvoir d'achat depuis 2000 et la revalorisation des carrières ; la défense du statut général et des statuts particuliers ; l'abandon de la journée de carence . Non à l'augmentation de la CSG et pour le financement de la protection sociale par les cotisations. Enfin, il faut les moyens nécessaires pour permettre aux agents d'exercer leurs missions de service public dans de bonnes conditions de travail.

LE 10 OCTOBRE : TOUS EN GRÈVE, AUX MANIFESTATIONS ET RASSEMBLEMENTS

manifestester C'EST AGIR

MOBILISONS-NOUS

FONCTION PUBLIQUE

FACE AUX MESURES RÉGRESSIVES DU GOUVERNEMENT
À L'ENCONTRE DES FONCTIONNAIRES, DISONS NON :

- à la journée de carence
- à la dégradation des conditions de travail
- au gel de la valeur du point d'indice
- aux 120 000 suppressions d'emploi
- à l'augmentation de la CSG

10
MARDI

OCTOBRE